



STRATÉGIE DE SUBVENTIONNEMENT
DANS LE DOMAINE DE LA TRANSPARENCE,
LA PARTICIPATION ET LA REDEVABILITÉ

FONDATION WILLIAM ET FLORA HEWLETT

DÉCEMBRE 2015

STRATÉGIE DE SUBVENTIONNEMENT DANS LE DOMAINE DE LA TRANSPARENCE, LA PARTICIPATION ET LA REDEVABILITÉ

DÉCEMBRE 2015

La Fondation William et Flora Hewlett aide les gens à améliorer sensiblement leur vie, en concentrant ses ressources dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, du développement global et de la population, des arts de la scène et de la philanthropie. Elle octroie également des subventions pour soutenir les communautés défavorisées de la baie de San Francisco.

Le Programme de Développement Global et Population de la Fondation Hewlett travaille sous deux angles, chacun avec des avantages importants pour les individus et les sociétés dans lesquelles ils vivent. Le premier angle privilégie le rôle des femmes—une reconnaissance claire que s'attaquer aux disparités liées au genre et aux problèmes de santé de la reproduction joue un rôle central dans la lutte contre la pauvreté dans le monde entier. Le deuxième angle promeut la transparence, la participation et la redevabilité au sein du gouvernement et des affaires civiques, ainsi que l'utilisation des meilleures données disponibles pour l'élaboration des politiques publiques.

Sur le web: www.hewlett.org

Ce matériel a été préparé comme une partie du processus de planification interne de la Fondation Hewlett et ne représente donc pas des actions à suivre par l'équipe de ladite Fondation ou par le personnel bénéficiaire sous la direction de la Fondation. En particulier, même si certains des indicateurs de progrès, objectifs ou métriques pourraient refléter le passage par la législation (basés sur des données de bénéficiaires ou d'experts dans le domaine), la Fondation Hewlett n'exerce pas de pression ou réserve ses fonds pour des activités de lobbying interdites, tel que le prévoit la législation fiscale fédérale. La subvention de la Fondation pour le développement de politiques est limitée seulement à des formes de soutien permises, telles que les subventions d'opération générale que les bénéficiaires peuvent allouer à discrétion et les subventions de projet qui soutiennent les activités non liées au lobbying (par exemple, la recherche éducative publique et non partisane).

(Image de Couverture) AYALA, UGANDA: Femmes du groupe d'entraide Alita Kole, s'occupant des récoltes leur appartenant en tant que groupe.

PHOTO DE : Jonathan Torgovnik, Reportage de Getty Images.

I. DE MEILLEURS SERVICES PUBLICS en ÉTABLISSANT un LIEN ENTRE les CITOYENS et LEURS GOUVERNEMENTS

Dans trop d'endroits, la qualité de la couverture médicale, de l'éducation, du système sanitaire, ainsi que de celle d'autres services fournis par le gouvernement est médiocre, notamment pour ceux qui en ont le plus besoin. Le monde a accompli des progrès remarquables dans la réduction de l'extrême pauvreté, l'amélioration des systèmes de santé et la scolarisation de beaucoup plus d'enfants, et pourtant les pays à revenu faible -et intermédiaires- sont toujours confrontés à des problèmes d'accès restreint aux services sociaux de base et la mauvaise qualité de ces services. La plupart de ces situations déficitaires s'expliquent par l'insuffisance des ressources ou une capacité limitée du secteur public. Or les problèmes les plus flagrants sont moins liés à la somme d'argent investie qu'à la fragilité des mécanismes de redevabilité, au-delà de la possibilité limitée d'élire ou de débouter les politiciens du pouvoir après un certain nombre d'années. Le résultat? L'argent disparaît, les enseignants et le personnel de la santé sont absents, les services ne s'améliorent pas, tout comme les résultats en matière de santé et d'éducation. Par exemple, des sondages récents ont montré que, malgré les taux élevés de scolarisation, seul un enfant ougandais sur dix en CE2 peut lire au niveau le plus élémentaire de CE1, et que moins d'un enseignant d'école publique sur cinq maîtrise parfaitement son propre programme d'enseignement.

Les économies sont en croissance de même que les budgets des services sociaux. Malgré cela, les gouvernements parviennent rarement à répondre aux besoins de leurs citoyens, notamment ceux des plus pauvres.

Les efforts internationaux pour le développement visant l'augmentation des ressources et le renforcement de la capacité des agences administratives publiques abondent. Aucun de ces efforts n'est la tâche primordiale de la société civile. Une solution complémentaire, s'inscrivant dans le domaine de la société civile, est le fait d'accroître la capacité des citoyens à comprendre ce que le gouvernement fait et de mettre en place des mécanismes qui garantissent que les institutions concernées sont redevables de leurs engagements à tous les niveaux. Ceci n'a pas besoin d'être nécessairement conflictuel. Dans certains cas, les citoyens peuvent s'unir pour travailler en collaboration avec les agences publiques afin d'identifier et de pallier les carences en matière de prestation de services.

Le renforcement des capacités des citoyens pour exiger la redevabilité des gouvernements représente un défi majeur. En général, les citoyens ont rarement la possibilité de communiquer directement et d'une façon efficace avec les représentants du gouvernement. Les autorités gouvernementales et les citoyens répondent à des motivations différentes et agissent à différents niveaux, et même l'information élémentaire au sujet des fonds disponibles pour les prestations de services ainsi que la qualité de ces services est souvent difficile à obtenir et à comprendre. Quand l'information est disponible, les citoyens aussi bien que les organisations de la société civile peuvent ignorer comment s'en servir de manière efficace dans leurs actions à l'endroit des responsables de la prise de décision dans le secteur public.

Au cours des dernières années, c'est en partie grâce aux contributions des bénéficiaires de la Fondation Hewlett que quelques composantes essentielles de la redevabilité ont été mises en place. Au niveau international, plusieurs gouvernements ont travaillé avec des organisations de la société civile pour identifier dans les informations que les fonctionnaires doivent partager avec les citoyens. Les normes touchant la transparence sont de plus en plus complétées par des perspectives sur la participation et l'engagement des citoyens. Au niveau régional, les organisations font pression sur les états membres pour qu'ils adhèrent aux normes et pratiques convenues collectivement. Au niveau national, les institutions formelles telles que les législateurs, les organismes d'audit et d'autres mécanismes officiels de redevabilité sont chargés d'exiger du gouvernement le respect du « contrat » avec les citoyens sur les engagements pris.

Ces engagements et systèmes de supervision sont nécessaires quoiqu'insuffisants. Ils présupposent que les citoyens ont les voies et moyens d'agir de façon collective et d'exprimer leurs points de vue de manière efficace. Cependant, ces voies sont souvent absentes ou sous-développées et peu de pays ont des organisations de la société civile qui travaillent ensemble suffisamment bien pour compléter et contrebalancer l'État.

Par conséquent, nous sommes en train de modifier notre stratégie de transparence et de redevabilité, en mettant davantage l'accent sur la participation, comme en utilisant nos subventions et notre influence pour *renforcer la motivation et la capacité des citoyens à travailler ensemble et utiliser l'information* pour rendre les gouvernements redevables de la prestation de services publics de qualité.

*En général,
les citoyens ont
rarement la possibilité
de communiquer
directement et d'une
façon efficace avec
les représentants du
gouvernement.*



II.

NOTRE STRATÉGIE

A. Ce Que Nous Avons Appris sur le Renforcement de la Redevabilité et Ce Qui Se Profile.

La Fondation Hewlett et ses bénéficiaires ont joué un rôle pivot dans l'émergence du thème transparence et redevabilité, qui a été un thème central dans le travail de la Fondation depuis le lancement du Programme de Développement Global. L'essentiel de notre travail et de celui des entreprises travaillant dans le même secteur a été consacré à la transparence— à savoir persuader les gouvernements de mettre l'information à la disposition des citoyens. Nos partenaires ont connu des succès remarquables dans le renforcement de l'accès des citoyens à l'information, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Parmi les exemples concrets de ces progrès, on peut citer le Partenariat pour un Gouvernement Transparent, ainsi que le travail sur les budgets ouverts et la transparence de l'information concernant les flux d'aide et les recettes provenant des industries extractives.

Malheureusement, la majorité des acteurs dans ce domaine estiment que le travail sur la transparence n'a pas encore produit des améliorations significatives dans la prestation de services.

Quelques approches tactiques—telles que les bulletins scolaires, les audits sociaux et applications pour mobile visant à dénoncer la corruption ou les tuyaux brisés—ont connu un peu de succès, mais rares sont celles qui ont pu faire la différence à l'échelle nationale ou au-delà. Que cela nous plaise ou pas, l'accès à une meilleure information ne s'est toujours pas traduit dans l'action civile, encore moins dans la redevabilité du gouvernement.

Comme d'autres agences actives dans ce domaine, nous sommes en train de reconcentrer nos efforts pour relever un défi important, à savoir: renforcer la capacité des citoyens à engager le gouvernement de manière significative. Cette nouvelle orientation se reflète dans le nom de notre stratégie qui est maintenant « transparence, participation et redevabilité » ou TPA.

Nous espérons travailler dans deux grands domaines généraux, représentés dans Notre Nouvelle Approche.

NOTRE NOUVELLE APPROCHE.

À travers notre programme de subventions « *Transparence, Participation, et Redevabilité* », nous essayons d'aider les organisations qui informent et permettent aux citoyens de presser les gouvernements pour l'amélioration des services publics.

ACTIVITÉS

ENVIRONNEMENT FAVORABLE



Créer et renforcer les normes et standards qui favorisent la transparence et la participation.



Assurer que l'information sur les ressources et la qualité des services est disponible et peut être utilisée (et parfois même générée) par les citoyens.



Apprendre comment et dans quelles conditions un environnement favorable à la transparence et la participation mène à une action plus effective pour l'amélioration de la prestation de services.



Renforcer la capacité des citoyens à parler et agir collectivement face aux défis de la prestation des services.

Développer et renforcer les voies et moyens d'un engagement constructif entre les citoyens et tous les secteurs du gouvernement.



Apprendre comment et dans quelles conditions l'action civile peut influencer la réactivité du gouvernement.



RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE

Les approches de transparence, participation et redevabilité renforcent la responsabilité du gouvernement de sorte que les services publics répondent mieux aux besoins des citoyens.



RÉSULTAT ULTIME

Les citoyens reçoivent des services de qualité menant à de meilleurs résultats.

D'abord, nous continuerons à soutenir le travail sur la transparence, quoique avec une partie plus petite de notre budget pour les subventions. Cette tâche reste essentielle pour l'émergence d'un **environnement favorable**. Elle inclut: (1) faire avancer les normes globales et régionales, (2) renforcer les mécanismes de pression entre les états pairs et (3) soutenir l'action au niveau national.

Deuxièmement, nous intensifierons les efforts pour l'émergence de **groupes de citoyens mieux organisés et plus efficaces**, qui sont capables de rendre les gouvernements plus réactifs. Nous investirons dans le renforcement de la capacité des citoyens à faire pression en vue de meilleurs services publics. Il s'agira de soutenir les efforts prometteurs de groupes de la société civile internationale, régionale et nationale orientés vers la recherche d'approches innovantes pour améliorer la communication entre les citoyens et les agents de l'état. Il est prévu que ces initiatives couvrent un large éventail d'approches, vérifiées ou expérimentales. Compte tenu de l'importance que nous accordons au développement de domaines d'activité scientifique, nous allons investir de manière significative dans l'apprentissage de ces expériences et le partage de nouvelles connaissances avec la communauté élargie des bailleurs de fonds, praticiens et chercheurs.

B. Domaines de Subvention.

Notre version actualisée de la stratégie TPA intensifie, élargit et réoriente nos investissements passés sans nous éloigner de notre but principal. Pour plus de clarté, nous décrivons ci-après les cinq domaines de financement sous notre nouvelle approche. Ceux-ci sont plus des directives préliminaires que des catégories indépendantes, car ils se recoupent souvent et nombre de bénéficiaires courants ou potentiels travaillent sur plusieurs à la fois.

-
- 1. CRÉER ET RENFORCER LES NORMES ET STANDARDS SUSCEPTIBLES D'ACCROITRE LA TRANSPARENCE ET LA PARTICIPATION.**
 - 2. S'ASSURER QUE L'INFORMATION SUR LES RESSOURCES ET LA PRESTATION DE SERVICES EST BIEN COLLECTÉE ET PEUT ÊTRE UTILISÉE (et dans certains cas générée) PAR LES CITOYENS.**
 - 3. RENFORCER LA CAPACITÉ DES CITOYENS À PARLER ET AGIR ENSEMBLE POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS CONCERNANT LA PRESTATION DE SERVICES.**
 - 4. DÉVELOPPER ET RENFORCER DES APPROCHES PERMETTANT AUX CITOYENS D'ENGAGER LE GOUVERNEMENT À TOUS LES NIVEAUX ET DE MANIÈRE CONSTRUCTIVE.**
 - 5. METTRE EN RELIEF L'IMPACT DE LA FONDATION HEWLETT À TRAVERS UNE COLLABORATION ACTIVE MOYENNANT DES PORTFOLIOS.**
-

1. CRÉER ET RENFORCER LES NORMES ET STANDARDS SUSCEPTIBLES D'ACCROITRE LA TRANSPARENCE ET LA PARTICIPATION.

Nous demeurons résolus à promouvoir les normes globales—de même que les efforts connexes au niveau régional—qui créent les conditions pour la participation citoyenne en fixant des attentes au sujet de la divulgation de renseignements sur les activités gouvernementales et les flux notamment financiers (de la génération de revenus à la manière dont l'argent public est dépensé). Ces normes ont montré leur valeur comme moyens permettant aux citoyens de faire pression sur les gouvernements pour une plus grande ouverture.

La plupart des subventions dans cette catégorie auront trait à la consolidation des acquis précédents. Cependant, nous espérons pouvoir explorer quelques nouvelles initiatives. Les changements dans le développement et l'aide au cours de la dernière décennie, ainsi que les preuves mettant en évidence l'importance des ressources au-delà de l'aide (y compris les ressources nationales), défient la communauté de la transparence à penser et à agir différemment. Par exemple, une vague surprenante de pression activiste, facilitée par une volonté politique internationale revigorée, a ouvert une fenêtre sur la possibilité de s'attaquer aux flux financiers illicites provenant des pays en voie de développement. Et conjointement avec les donateurs associés, nous comptons poursuivre les opportunités de soutien à de nouvelles normes globales aussi bien en matière de politique fiscale que de passation des marchés publics.

Nous comptons également promouvoir le partenariat entre les organisations travaillant au niveau international et celles aux niveaux régional, national et local. Cela pourrait prendre des formes variées—par exemple, l'octroi de bourses aux champions locaux en matière de transparence et redevabilité pour leur permettre de passer du temps au sein des organisations internationales, ou encore, soutenir des organisations internationales qui établissent des chapitres nationaux qui sont capables de connecter priorités nationales et globales. Nous sommes également intéressés à soutenir des groupes régionaux et nationaux qui cherchent à veiller sur la mise en œuvre nationale des engagements globaux.

Dans le cadre de notre engagement envers l'apprentissage, nous cherchons à approfondir notre compréhension de l'interaction entre les normes mondiales, les efforts régionaux et pratiques nationales. Nous espérons également en apprendre davantage sur l'efficacité relative des différentes tactiques utilisées par la société civile pour susciter des réponses constructives du gouvernement.

2. S'ASSURER QUE L'INFORMATION SUR LES RESSOURCES ET LA PRESTATION DE SERVICES EST BIEN COLLECTÉE ET PEUT ÊTRE UTILISÉE (et dans certains cas générée) PAR LES CITOYENS.

L'accès à l'information demeure un catalyseur essentiel de la participation citoyenne. L'information ouverte et pertinente sur les deniers publics, les données en temps réel sur les expériences des clients aux points de service, et l'information sur les résultats peuvent renforcer les efforts des citoyens visant à améliorer l'orientation des dépenses publiques et des services qu'ils financent. Le fait de ne pas rendre cette information accessible aux citoyens permet aux gouvernements d'ignorer leurs demandes. L'information ouverte et pertinente sur les fonds publics, les données en temps réel sur les expériences des gens au point de service, et des informations sur les résultats peuvent renforcer les efforts des citoyens pour améliorer là où l'argent est dépensé et la qualité des services qu'il finance. La rétention de tels renseignements facilite la tâche aux gouvernements qui veulent ignorer les demandes des citoyens.

Toutes les d'information ne sont pas de valeur égale ou de la même utilité. La qualité tout comme le contenu de ce que le gouvernement partage est donc un enjeu important. Afin de faire progresser la participation et la redevabilité, l'information doit non seulement être celle dont les usagers ont besoin, mais elle doit aussi être sous une forme qu'ils peuvent assimiler et utiliser comme soubassement à l'action; autant de préoccupations qui vont éclairer nos futures subventions.



SAHRE BOCAR, SENEGAL: Avec le soutien de l'Initiative pour l'Éducation de Qualité dans les Pays en Voie de Développement, le Programme Tostan d'Émancipation des Communautés a organisé et formé des groupes de femmes sur les droits de leurs familles à une santé et aux services éducatifs de qualité et à n'être exposés à aucune forme de violence. Avec plus d'information sur leurs droits, les femmes de la communauté se sont organisées pour exprimer leurs priorités et ont commencé à envisager des solutions avec le soutien de Tostan.

PHOTO DE : Jonathan Torgovnik
Reportage de Getty Images

Alors que nous sommes intéressés de comprendre comment un éventail d'informations dans de multiples secteurs peut être rendu plus accessible et pertinent pour les citoyens, nous comptons renforcer deux domaines où nous avons déjà prouvé notre compétence. Le premier porte sur les finances publiques où nous pouvons élargir et améliorer notre soutien passé à la transparence dans le domaine des recettes des industries extractives, les flux de l'assistance internationale, la budgétisation et les dépenses publiques. Le second est le domaine des résultats de l'éducation, un héritage de l'Initiative sur la Qualité de l'Éducation dans les Pays en Développement. Si les ressources le permettent, nous comptons continuer à appuyer les évaluations citoyennes de l'apprentissage qui se font au niveau des ménages comme un moyen d'explorer les liens entre l'information générée par les citoyens et l'impact au niveau des politiques et de la prestation de services.

À travers ce travail, nous tenons aussi à faire d'importantes contributions aux connaissances dans le domaine de la TPA. Nous voulons mieux comprendre par exemple la façon dont l'information générée par les évaluations citoyennes peut être utilisée pour encourager les initiatives locales parmi les parents, les enseignants, les responsables locaux et d'autres dirigeants de la communauté; les meilleures façons de présenter cette information pour encourager l'action citoyenne; ce qu'il faut associer à cette information pour augmenter la probabilité pour que des actions soient entreprises.

3. RENFORCER LA CAPACITÉ DES CITOYENS À PARLER ET AGIR ENSEMBLE POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS CONCERNANT LA PRESTATION DE SERVICES.

L'information est nécessaire, mais si l'expérience nous apprend quelque chose, c'est que l'information à elle seule ne suffit pas. L'un des principaux défis du domaine est de savoir comment motiver les citoyens à travailler ensemble pour exiger la réactivité du secteur public autour de la solution pour faire face aux défis de prestation de services.

Dans l'avenir, nous mettrons l'accent sur l'appui à des organisations qui travaillent à renforcer leur capacité à définir et mettre en œuvre des stratégies permettant aux citoyens de travailler ensemble-pour mettre la pression sur le gouvernement pour que ce dernier remplisse ses engagements autour de la prestation de services, et/ou participe de manière constructive à la recherche collective de solutions aux problèmes. Notre objectif est de responsabiliser, connecter, et mobiliser les individus et les groupes de citoyens à s'engager avec les décideurs et les prestataires de services autour de questions spécifiques concernant l'amélioration des services publics.

Du fait que nous ne sommes pas en mesure d'appuyer directement les petits groupes locaux de citoyens, nous chercherons à faciliter le travail d'organisations/coalitions régionales et nationales qui ont des liens étroits avec les groupes locaux et qui bénéficient d'une légitimité auprès de ces derniers. Nous veillerons à ce que les partenariats entre les différents types d'organisations soient ouverts et productifs et, en même temps, fondés sur le respect mutuel, la confiance et l'apprentissage.

Ce travail inclut un important objectif d'apprentissage. Nous souhaitons apprendre la meilleure façon de soutenir les groupes infranationaux, tels que les associations d'enseignants ou de parents, les groupes de jeunesse, les organisations de femmes et les comités de gestion scolaire; la manière d'éviter que les élites ne les capturent; et la manière dont ces groupes s'engagent (ou pas) de façon productive avec les organisations citoyennes actives au niveau national.

4. DÉVELOPPER ET RENFORCER DES APPROCHES PERMETTANT AUX CITOYENS D'ENGAGER LE GOUVERNEMENT À TOUS LES NIVEAUX ET DE MANIÈRE CONSTRUCTIVE.

Le fait de mettre de l'information utile entre les mains de citoyens engagés peut ne pas assurer la redevabilité du gouvernement, surtout si les chaînes de communication avec les agents de l'état se révèlent faibles ou limitées. Les fonctionnaires peuvent avoir une capacité, des ressources et des incitations limitées pour dialoguer avec les citoyens; des mécanismes spécifiques qui peuvent aider les citoyens à obtenir réparation ou à faire des suggestions peuvent ne pas exister ou n'exister que de nom; et des mécanismes appropriés de suivi peuvent être absents, laissant aux fonctionnaires la latitude d'ignorer les demandes des citoyens.

Les citoyens ne peuvent pas se servir de leur voix pour contribuer à l'amélioration de la prestation des services à moins qu'ils aient des canaux ouverts et adaptés de consultation avec le gouvernement.

Retour d'information—des données qui font la lumière sur la performance du gouvernement quant à la prestation de service—ou bien sur la perception que les citoyens ont de la qualité des services fournis doivent être assemblés, partagés et interprétés collectivement. Les institutions du secteur public doivent être impliquées, particulièrement celles ayant le pouvoir de traduire ces retours d'information en véritables changements pour l'amélioration de la gouvernance et de la qualité des services essentiels.

Nous allons soutenir les efforts visant à identifier, construire, apprendre à activer et utiliser des conduits pour une interaction constructive et un échange d'informations entre les citoyens et les institutions du secteur public. Ceci pourrait impliquer l'appui à la création de nouvelles plateformes et de renforcer celles qui existent déjà. Certaines organisations avec lesquelles nous travaillons feront pression pour consolider des institutions formelles, telles que celles qui sont responsables de la demande d'information ou de la supervision des audits. D'autres bénéficiaires pourraient suivre des voies plus informelles vers un engagement constructif entre les citoyens et le gouvernement.

Ici, nous voulons savoir comment et dans quelles conditions les groupes de citoyens et les mouvements sociaux peuvent influencer la réactivité du gouvernement. Nous cherchons également à savoir comment augmenter l'efficacité des initiatives qui utilisent l'information comme base pour la participation citoyenne (par exemple, le diagnostic d'une déficience dans la prestation de services doit-il être associé avec une solution au problème?) D'autres questions incluent: Quels sont les interfaces citoyens-gouvernement qui sont les plus efficaces, et pourquoi? Est-ce que les barrières de genre affectent la participation des citoyens, et si oui, comment peuvent-elles être surmontées? Enfin, étant donné la nature complexe de la politique, comment saurons-nous quand un effort visant l'amélioration de la redevabilité vaut la peine d'être poursuivi et quand est-ce qu'il est évident que les chances de succès sont si minimes que l'on devrait l'abandonner?

5. METTRE EN RELIEF L'IMPACT DE LA FONDATION HEWLETT À TRAVERS UNE COLLABORATION ACTIVE MOYENNANT DES PORTFOLIOS.

La Transparence, la Participation et la Redevabilité est l'une des deux sous-composantes dans la composante « Amplifier les Voix » du Programme de Développement Global et Population. La seconde sous-composante est l'Elaboration de Politiques Eclairées (EIP). Les deux sous-composantes ont des rôles distincts mais liés.

En termes simples, les financements sous TPA sont consacrés principalement à assurer que les citoyens ont l'information, la capacité et les canaux nécessaires pour rendre leur gouvernement redevable de l'amélioration de la prestation des services sociaux. Par contre, les financements EIP sont consacrés essentiellement à assurer que les responsables gouvernementaux ont l'information, la capacité et les motivations nécessaires à une bonne prise de décisions sur les politiques et programmes qui répondent le mieux aux besoins des citoyens.

Comme la Fondation Hewlett n'est pas bien placée pour travailler directement avec les citoyens ou les responsables gouvernementaux dans le monde en développement, aussi bien TPA qu'EIP visent surtout à améliorer l'environnement dans lequel ces acteurs opèrent.

Il existe une interaction considérable et une complémentarité entre TPA et EIP, y compris des subventions partagées. Nous chercherons constamment des moyens pour protéger et garantir cette complémentarité, à la fois dans notre travail global et régional en Afrique orientale et occidentale.



ACCRA, GHANA: Femmes travaillant dans l'Économie Informelle: Globalisation et Regroupement (WIEGO) est un réseau d'actions globales et de politiques de recherche comptant plus de 30 associations membres. WIEGO vise à renforcer la voix des pauvres qui travaillent en incluant ces associations membres à la table ou s'élaborent les politiques. Dans le même temps, WIEGO mène des recherches pertinentes pour les politiques publiques, et améliore les statistiques officielles afin de rendre le travail des travailleurs informels visible. En image l'Association des Travailleurs Informels du Marché Makola lors d'une assemblée, menée par Juliana Brown Afari.

PHOTO DE : Jonathan Torgovnik
Reportage de Getty Images



III.

RISQUES ET MESURES D'ATTÉNUATION

Notre travail concernant la transparence, la participation et la redevabilité est confronté à deux grandes menaces. Tout d'abord, l'espace pour l'action citoyenne s'amenuise à travers le monde en même temps que les restrictions sur les organisations de la société civile augmentent. Cette tension politique est due en partie au fait que le développement technologique et institutionnel rend l'information plus largement disponible en l'absence de mécanismes adéquats pour traduire cette information en redevabilité gouvernementale—l'information ainsi que les activités de ses utilisateurs devenant alors une menace pour les gouvernements en place. Ceci a contribué à l'instabilité politique dans certains pays, y compris des menaces de violence physique à l'égard de ceux qui participent à des activités TPA (avocats, activistes de base, journalistes dénonçant les actes répréhensibles du gouvernement, etc.), mettant en danger tous les efforts visant à renforcer la transparence, la participation et la redevabilité.

Voilà une affaire sérieuse que nous suivrons de près en consultation avec nos partenaires tout en restant vigilant quant à ses implications pour notre travail. Il serait possible de travailler avec d'autres donateurs expérimentés, tels que la Fondation Ford et les Fondations « Open Society » afin de protéger ceux qui sont engagés aujourd'hui dans des efforts TPA et d'élargir l'espace pour l'action de la société civile. Nous pourrions également tester d'autres canaux ou mécanismes permettant aux citoyens d'agir là où l'espace civique demeure restreint. Finalement, nous encouragerons vivement les initiatives globales que nous soutenons à considérer comment cette question affecte—ou devrait affecter—leurs pratiques d'adhésion et de gouvernance, et les exhorter à adopter des positions de principes en réponse.

Le deuxième défi vient de l'incertitude quant à savoir si et dans quelle mesure les leçons recueillies d'un milieu à un moment donné peuvent être utilisées pour éclairer les décisions dans un autre contexte à un autre moment—i.e., la question de la validité externe. Cette question est omniprésente dans les sciences sociales et il est impossible d'y répondre *ex ante*. La réponse à cette question permettra de déterminer si nos investissements ne produisent que des améliorations locales ou bien s'ils engendrent des avantages plus larges. Cela représente un défi notable dans l'effort de développement d'un nouveau domaine scientifique.

À cet égard, nous voulons assurer que toute recherche est utile pour le contexte dans lequel elle est menée—c.à.d. qu'elle contribue au progrès du programme particulier ou de l'approche organisationnelle en question et fournit ainsi des bénéfices pour les communautés locales. Nous espérons aussi qu'elle produise des leçons utiles pour d'autres milieux, quoique nous reconnaissons que cela ne sera pas toujours le cas. En insistant sur le fait que toute recherche soit rigoureuse, nous devrions pouvoir identifier les principaux mécanismes qui mènent à certains résultats et les isoler des autres facteurs contextuels ou circonstanciels. Ceci devrait nous permettre de déterminer ce qui mérite d'être répliqué et comment nous et les autres acteurs devrions poser les bonnes questions et creuser plus en profondeur pour apprendre ce qui marche vraiment.